

Sécurité, missions, reconnaissance : les agents en première ligne

F3SCT du réseau « Alimentation » du 20 mars 2025

Cette formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail du réseau « Alimentation » (F3SCT Alim) était présidée par Maud Faipoux, directrice générale de l'alimentation (DGAl) accompagnée de ses collaborateurs.

FO Agriculture était représentée par Soizic Blot (SNTMA-FO), Philippe Clavelin (SNTMA-FO), Murielle Defontis (SNTMA-FO), Philippe Etienne (SNTMA-FO), Mathieu Pinson (SNTMA-FO), Amélie Schell (SNIAE-FO), Olivier Tournay (SNIAE-FO) et Nicolas Trepie (SNTMA-FO).

FO Agriculture est l'union des syndicats FO au MASA. Elle est notamment composée du Syndicat National des Techniciens supérieurs du Ministère en charge de l'Agriculture (SNTMA-FO), du Syndicat National des Ingénieurs de l'Agriculture et de l'Environnement (SNIAE-FO), du Syndicat National des Agents administratifs et de l'IFCE du Ministère de l'Agriculture (SNAMA-FO) et du syndicat national des personnels de l'enseignement agricole et de l'ANSES (FO Enseignement Agricole).

Introduction

Les échanges au sein de cette instance ont mis en lumière une réalité préoccupante : la dégradation continue des conditions de travail des agents du ministère, confrontés à une montée des agressions, à des situations de mise en danger, et à un climat de plus en plus délétère sur le terrain. Que ce soit dans le cadre du contrôle unique, dans les abattoirs, aux postes frontières ou au sein des SIVEP, les agents alertent sur le manque de reconnaissance de leurs missions, le flou organisationnel persistant, et l'insuffisance des mesures concrètes de protection et de soutien.

FO Agriculture a porté la voix des agents, en insistant sur l'urgence d'apporter des réponses à la hauteur des enjeux. Le syndicat a rappelé que la sécurité et la santé des agents sont des prérequis indispensables à la réalisation sereine et efficace de leurs missions. Ce compte-rendu revient sur les principaux points abordés et les revendications exprimées, face à une administration qui, si elle affirme prendre en compte les préoccupations, tarde à les traduire en engagements concrets.

Résumé

Dégradation des conditions de travail et insécurité croissante : Les agents signalent une **dégradation préoccupante de leurs conditions de travail**, marquée par une hausse des agressions, un manque de reconnaissance et une absence de réponses concrètes de l'administration. La **sécurisation des interventions**, notamment face à la montée des tensions sur le terrain (fonctionnaire bashing, blocages), reste une revendication forte. L'administration rappelle l'existence de la protection fonctionnelle et prévoit des actions de sensibilisation, sans mesures immédiates.

Flou et inégalités dans les missions des agents : Concernant les **missions des agents**, des disparités régionales et un manque de clarté sur les responsabilités sont constatés, en particulier autour de la MISA et du contrôle unique. Les représentants des personnels demandent une **harmonisation nationale**, notamment face aux tensions croissantes lors des contrôles.

Exposition aux gaz toxiques : un enjeu majeur pour les agents SIVEP : La situation des **agents SIVEP exposés aux gaz toxiques** dans les ports soulève des inquiétudes. Le marché national ayant échoué, des **solutions locales** sont mises en place. FO demande un **dispositif national financé par l'État**, une meilleure information sur les risques chimiques, et un suivi médical renforcé.

Crise dans les abattoirs : effectifs, sécurité et reconnaissance en question : Les difficultés **dans les abattoirs** persistent : **pénurie de vétérinaires**, **recours à des pratiques dégradées** (validation à distance), **fermetures de sites**, et **manque de reconnaissance des contractuels**. FO demande une **revalorisation des métiers**, l'indemnisation des remplaçants et un encadrement strict des **abattages à la ferme**.

Contrôle unique : tensions croissantes et besoin de clarification : Le **Contrôle Unique** suscite également de fortes tensions, accentuées par des menaces physiques et en ligne contre les agents. Les représentants des personnels demandent une **révision de la note de service de 2018**, une **mobilisation rapide des forces de l'ordre** en cas de blocage, et une **charte des contrôles harmonisée à l'échelle nationale**.

FO Agriculture exige des garanties concrètes : Enfin, **FO Agriculture** reste mobilisé et exige **des garanties concrètes** : protection des agents, maintien des effectifs, indemnisation effective, et encadrement des nouvelles pratiques. Le syndicat insiste sur une **reconnaissance pleine et entière des missions des agents**, dans un cadre sécurisé et équitable.

Résumé.....	2
Sécurité et condition de travail.....	4
Contrôles et missions des agents.....	4
Sécurité des agents en SIVEP et mesurage des gaz toxiques.....	4
Situation des abattoirs : sécurité, effectifs et encadrement.....	5
Contrôle Unique (CU) : harmonisation et tensions.....	5
Conclusion.....	6

Sécurité et condition de travail

Les agents alertent sur la dégradation continue de leurs conditions de travail, marquée par une augmentation des agressions, un climat délétère et une montée du *fonctionnaire bashing*. L'absence de réponses concrètes de l'administration, notamment via la FAQ sur le contrôle unique, renforce leur sentiment d'abandon. Face à la multiplication des agressions et des intimidations, les représentants du personnel demandent des mesures de protection renforcées. Ils estiment que la reconnaissance de leur rôle passe aussi par une meilleure sécurisation de leurs conditions d'intervention.

L'administration rappelle l'existence de la protection fonctionnelle et annonce la mise en place de formations et d'actions de sensibilisation, sans pour autant proposer de mesures concrètes immédiates. L'administration assure qu'elle prend ces préoccupations au sérieux et qu'elle poursuivra les formations et actions de sensibilisation. Aucune mesure réglementaire nouvelle n'est toutefois annoncée pour renforcer la protection des agents sur le terrain ou lutter contre la diffusion abusive de message remettant en cause leurs missions.

Ce dossier a été porté par **FO Agriculture** depuis sa genèse. Elle reste mobilisée et à l'écoute des collègues en cas de difficultés.

Contrôles et missions des agents

Un manque de clarté sur l'étendue des missions des agents est régulièrement soulevé, avec des disparités régionales dans l'application de la MISA et des divergences dans l'organisation des contrôles. Les représentants des personnels réclament une harmonisation et une meilleure définition des responsabilités des agents. Par ailleurs, la fermeture d'abattoirs entraîne des répercussions sur les effectifs et la charge de travail des agents concernés, nécessitant une révision des protocoles en vigueur.

L'administration indique que ces points feront l'objet de discussions spécifiques, sans apporter de réponse immédiate.

Sécurité des agents en SIVEP et mesurage des gaz toxiques

L'exposition des agents des SIVEP et des Postes de Contrôle aux Frontières aux gaz toxiques contenus dans certains conteneurs maritimes constitue un enjeu majeur. L'échec du marché public national, avec seulement deux lots attribués sur onze, met en évidence les limites d'une approche centralisée et oblige à rechercher des solutions adaptées aux spécificités locales.

Des initiatives locales ont ainsi été mises en place, notamment au Havre et à Marseille, où des opérateurs financent eux-mêmes le mesurage. Parallèlement, un groupe de travail associant la DGAL, la CARSAT Normandie et plusieurs ports travaille à la révision des protocoles d'intervention et de l'Instruction Technique de 2018.

L'administration prévoit le déploiement de solutions locales, avec des marchés publics territorialisés financés via le programme 206, ainsi qu'une obligation de dépotage des conteneurs en l'absence de mesurage fiable. La mise en place d'un protocole de suivi médical structuré est également annoncée, avec la prise en compte des expositions cumulatives et le maintien des équipements de protection individuelle.

FO Agriculture insiste sur l'urgence de la mise en œuvre d'un dispositif national efficace, financé par l'État et non par les opérateurs privés. Le syndicat exige également un encadrement strict des contrôles réalisés par des prestataires et appelle à une harmonisation européenne, notamment en imposant aux exportateurs une déclaration des risques chimiques présents dans les conteneurs.

Ce dossier a été porté par **FO Agriculture** depuis sa genèse. Elle reste mobilisée et à l'écoute des collègues en cas de difficultés.

Situation des abattoirs : sécurité, effectifs et encadrement

Les difficultés de recrutement de vétérinaires inspecteurs et d'agents en abattoir persistent, mettant certains sites en situation critique, avec parfois un seul vétérinaire en charge de plusieurs établissements. Des solutions de contournement, comme l'envoi de photos pour validation à distance, sont mises en place, mais elles posent de sérieuses questions en matière de sécurité sanitaire et de conformité réglementaire.

L'indemnisation des contractuels en remplacement reste une problématique non résolue. Si un nouveau vecteur indemnitaire est prévu, il ne devrait pas être opérationnel avant 2025, ce qui signifie que certains agents ne seront pas indemnisés pour l'année 2024.

Depuis septembre 2023, un abattoir ferme chaque mois, ce qui réduit le maillage territorial et complique l'accès aux structures de proximité pour les éleveurs. Ce phénomène accélère le développement de l'abattage à la ferme, une pratique encore peu encadrée, dont l'essor pose des questions réglementaires et sanitaires.

Sur le volet de la formation, la fermeture de l'abattoir de Corbas a entraîné des difficultés pour l'accès aux pièces anatomiques nécessaires à la formation des inspecteurs. Des alternatives sont étudiées, comme l'utilisation d'organes imprimés en 3D ou la mise en place de nouvelles collaborations avec des abattoirs.

Les contentieux liés aux vidéos tournées en abattoir par des associations comme L214 continuent d'inquiéter les agents. L'administration reconnaît que certaines condamnations ont pu sembler injustes et qu'un appel a été déposé dans l'un des cas. Le débat sur l'obligation d'une présence vétérinaire permanente en abattoir reste ouvert, de même que la question du contrôle vidéo, soutenu par les associations de protection animale mais rejeté par les professionnels du secteur.

FO Agriculture demande une revalorisation des métiers, notamment par la CDIisation des vétérinaires contractuels et une meilleure rémunération. Le syndicat exige également une indemnisation immédiate des agents en remplacement, un maintien du maillage territorial et un encadrement strict des abattages à la ferme pour éviter une privatisation des moyens publics.

Contrôle Unique (CU) : harmonisation et tensions

Le Contrôle Unique, destiné à harmoniser et coordonner les inspections agricoles, suscite des inquiétudes en raison d'un manque de clarté sur l'intégration des contrôles sanitaires et des tensions accrues sur le terrain. Les agents dénoncent une montée des menaces et des refus de contrôle, notamment dans certaines régions où des groupes d'agriculteurs organisés s'opposent physiquement aux inspections.



Les représentants des personnels demandent une procédure stricte et rapide en cas de blocage, incluant une mobilisation immédiate des forces de l'ordre et une mise à jour de la note de service de 2018 pour prendre en compte les nouvelles formes de harcèlement, notamment via les réseaux sociaux.

Une charte nationale des contrôles est en cours d'élaboration pour clarifier les obligations des agents et des exploitants agricoles, afin de limiter les disparités territoriales et d'améliorer l'acceptation des contrôles. **FO Agriculture** insiste pour que cette charte soit harmonisée à l'échelle nationale et présentée en CSA local avant son application.

FO Agriculture exige également que la FAQ et la charte soient largement diffusées aux agriculteurs pour prévenir les malentendus et désamorcer les tensions. Une meilleure communication entre services préfectoraux et représentants agricoles est préconisée pour anticiper les conflits.

Conclusion

Les revendications des agents portent principalement sur l'amélioration de leurs conditions de travail, la sécurisation des contrôles et la reconnaissance de leur mission. Si l'administration s'engage à poursuivre des travaux de réflexion et à mettre en place des groupes de travail, elle ne prend aucun engagement immédiat sur les mesures concrètes attendues.

FO Agriculture reste mobilisé et exige des garanties fermes sur la mise en place de dispositifs de protection, le maintien des effectifs, l'indemnisation des agents et l'encadrement des nouvelles pratiques en abattoir et dans le secteur agricole. **FO Agriculture** continuera de défendre une organisation claire et équitable des missions pour préserver la qualité du service public et la sécurité des agents.

*L'équipe **FO Agriculture***



Être solidaires et avancer ensemble
Résister - Revendiquer - Reconquérir

Suivez toute l'actualité sur notre site : fo-agriculture.fr

